



**FTQ**

**Le 16 octobre 2009**

## **Lettre d'opinion**

### **Carcan idéologique et finances publiques**

- **Michel Arsenault, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)**

Malgré une manchette alarmiste de l'Agence France-Presse (AFP) « *Attention à la dette! Avertit le FMI* » reprise par un quotidien et pouvant alimenter les tenants de la réduction des dépenses de l'État, le même organisme, le FMI, dans ses *Perspectives de l'économie mondiale – soutenir la reprise (octobre 2009)* mettait en garde les gouvernements :

*« Quelle que soit déjà l'ampleur des déficits et de la dette dans de nombreux pays, il faut persister sur la voie de la relance budgétaire jusqu'à ce que la reprise soit bien réelle, quitte à intensifier ou prolonger les mesures de relance plus que prévu (...) Si besoin était, les gouvernements devraient donc être prêts à lancer de nouvelles initiatives. »* (page 49) « *Le retrait prématuré de leur impulsion semble être le risque le plus important à court terme...* » (page 47).

Pour le FMI, on doit tirer les leçons de la crise des années 30, alors que des tentatives de sorties prématurées ont coûté cher. Le FMI cite expressément l'austérité budgétaire de l'administration américaine qui aurait contribué à saper une reprise naissante.

Qui plus est, les finances publiques du Québec présentent une situation enviable. Selon le FMI, la dette publique américaine devrait représenter 93,6 % du PIB des États-Unis en 2010, 86,3 % dans la communauté européenne, 227,0 % au Japon... et 79,3 % au Canada. Au Québec, on observerait un ratio de 52,8 % seulement, ce qui est loin d'être une situation dramatique!

Et pourtant, quand on regarde le gouvernement actuel agir, on se dit qu'il a eu et qu'il a les moyens d'agir : depuis 2003, il a donné :

5,2 milliards de dollars en allègement d'impôts aux particuliers;  
1,1 milliard de dollars aux entreprises;  
3,5 milliards de dollars au Fonds des générations.

Si le gouvernement a trouvé les moyens d'engager autant d'argent, pas loin de 10 milliards de dollars en 5 ans, il l'a fait en grande partie sur le dos de ses salariés dont le salaire a été gelé pendant 2 ans et 7 mois.

De plus, il a délibérément choisi de réinvestir les transferts du fédéral de la péréquation en baisses d'impôt, et de ne pas occuper l'espace des deux points de TPS évacués par le fédéral, ce qui représente quelque 3,5 milliards \$!

Les enjeux de la négociation des secteurs public et parapublic dépassent, et de loin, le carcan idéologique néolibéral à la source même de la présente crise avec son tout au marché assorti de recettes à base de réduction tous azimuts des dépenses de l'État et de privatisations, en douce ou de façon plus sauvage des missions essentielles que sont, notamment, la santé et l'éducation.

Il faut redonner à nos grands services publics une capacité de rétention et de recrutement d'une main-d'œuvre de qualité. Ce défi passe inévitablement par une rémunération adéquate de ses salariés. Ce même défi est à la mesure même d'une société qui se targue de vouloir laisser aux générations futures une qualité de vie au moins équivalente à celle que nos parents nous ont léguée.